Trésor
DIRECTION GÉNÉRALE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

Brèves des services économiques français au Canada

Août 2020

SOMMAIRE

ÉCONOMIE

Baisse du PIB canadien de 11,5 % au 2ème trimestre

Chiffres de l'emploi pour le mois de juillet

Rétablissement par les Etats-Unis des tarifs sur l'aluminium canadien

Démission du Ministre des Finances Bill Morneau, remplacé par Chrystia Freeland qui reste par ailleurs Vice-Première Ministre

Décision de l'OMC sur le bois d'œuvre

Les Premiers ministres français et québécois se donnent rendez-vous en 2021 pour la prochaine Rencontre alternée des premiers ministres (RAPM)

Premiers effets de la crise COVID sur les échanges de biens entre la France et le Québec au premier semestre 2020

Le gouverneur de la Banque du Canada appelle à plus de transparence de la part des Banques Centrales

Covid-19 – Mesures sanitaires et de soutien à l'économie canadienne

Prolongation de la fermeture frontière canado-américaine jusqu'au 21 septembre 2020

Prolongation des restrictions à la frontière canadienne jusqu'au 30 septembre au moins

En Ontario, la circonscription de Windsor-Essex est la dernière à passer en phase 3 le mercredi 12 août.

Mise à jour économique et budgétaire de l'Ontario

Mise à jour économique et budgétaire de la Province de l'Alberta

Prolongation pour 4 semaines de la prestation canadienne d'urgence (jusque fin septembre) et mise en place d'un schéma de transition pour la suite.

Prolongation de plusieurs dispositifs d'aide au financement des entreprises.

Politiques sectorielles

Agriculture : accords du gouvernement fédéral avec plusieurs organismes et Banques alimentaires

Santé : Le gouvernement canadien se positionne sur les vaccins

Finances : avertissement de la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) sur les crédits hypothécaires risqués.

Signature d'un accord de partenariat entre Pyrénées Méditerranée Invest et IVEO Canada

ENTREPRISES

Aéronautique

La compagnie aérienne Porter prolonge la suspension de ses vols jusqu'au 7 octobre

Construction - Transports

Le gouvernement de l'Alberta donne son feu vert au projet Hyperloop Calgary-Edmonton porté par Transpod.

Energie – Secteur Minier

La Province du Québec réinvestit dans l'entreprise Nemaska Lithium

Industrie

Fromageries Bel Canada : première usine canadienne en production

Finances

Résultats des banques canadiennes au cours du dernier trimestre clos le 31 juillet

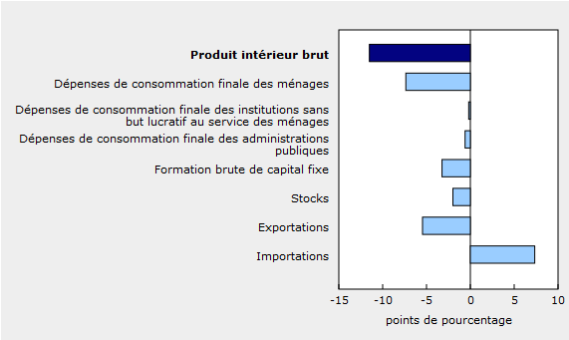
ÉVÈNEMENTS

- ✓ 1er septembre 2020 : Grand rendez-vous virtuel de la rentrée de la Chambre de commerce et d'industrie française au Canada
- ✓ 3 septembre 2020 : Symposium sur les finances publiques au Québec
- ✓ 10 septembre 2020 : Webinaire ''Accélération des tendances immobilières : s'adapter, innover, s'engager'' de la CCMM avec Mme Nathalie Palladitcheff (CDPQ)
- ✓ 14 septembre 2020 : Conférence CORIM : Comment se mobiliser pour la conquête des marchés et des investissements étrangers en temps de pandémie ?
- ✓ 17 septembre 2020 : Wébinaire « Business Recovery After Covid » organisé par Mississauga Economic Development office.
- ✓ 24 septembre 2020 : Webinaire « Futur of mobility » organisé par la Chambre de commerce France-Canada de l'Ontario
- ✓ 7 octobre : Wébinaire du Conference Board « Restructuring Global Trade Amidst the COVID-19 Pandemic: A Matrix of Challenges and Opportunities »
- ✓ 7, 14, 21, 28 octobre : webinaire Medef dans les grandes villes canadiennes (Vancouver, Toronto, Montréal, Halifax)
- ✓ 15 octobre : Growth Summit, Toronto

SER Ottawa - 42 Sussex Dr, Ottawa, ON K1M 2C9, Canada|
SE Montréal - Bureau 1000-1501 Mc Gill College, Montréal, H3A 3M8, Canada
https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/CA

ECONOMIE

Contribution à la variation du PIB réel au 2ème trimestre 2020 (Statistique Canada)



Baisse du PIB canadien de 11,5 % au 2ème trimestre

Statistique Canada a publié le vendredi 28 août les chiffres du deuxième trimestre. Le PIB réel a reculé de 11,5 % au T2, après avoir diminué de 2,1 % au T1. La plupart des composantes du PIB ont enregistré une baisse record au deuxième trimestre. Un recul de 13,1 % des dépenses des ménages est attribuable aux pertes d'emplois importantes et aux occasions limitées de dépenser en raison de la fermeture de magasins et de restaurants, et des restrictions de voyage et d'activités touristiques. L'investissement des entreprises a reculé de 16,2 %. Cette baisse rend compte des activités de construction limitées, des fermetures d'usines, des faibles prix du pétrole et de l'incertitude accrue. Les volumes des exportations ont diminué de 18,4 % et les volumes des importations ont reculé de 22,6 %, sous l'effet du ralentissement des économies des principaux partenaires commerciaux provoqué par l'adoption de mesures pour limiter la propagation de la pandémie.

Chiffres de l'emploi pour le mois de juillet

Le vendredi 7 août, Statistique Canada a publié son enquête population active (EPA) du mois de juillet 2020. Les chiffres du mois de juillet mettent en évidence une poursuite de la reprise de l'emploi, à un rythme toutefois inférieur à celui observé au mois de juin. Le taux de chômage atteint 10,9 % au mois de juillet, 2,8 points sous le pic atteint au mois de mai, après deux baisses consécutives de 1,4 point en juin et en juillet.

Après avoir baissé de plus de 3 millions de février à avril, l'emploi a rebondi de 290 000 en mai et de 953 000 en juin. La hausse se poursuit en juillet, mais à un rythme moins soutenu : + 419 000 (+2,4 %). La majeure partie de la croissance de l'emploi en juillet est survenue dans le travail à temps partiel : augmentation de 345 000 (+11,3 %) contre une hausse de 73 000 (+0,5 %) pour le travail à temps plein. L'emploi à temps partiel est désormais revenu à un niveau plus proche de celui d'avant crise que l'emploi à temps plein, alors même que le choc sur le marché du travail a été beaucoup plus prononcé pour le travail à temps partiel.

La reprise de l'emploi est plus ou moins rapide selon les Provinces : ainsi, l'Ontario affiche la reprise la plus lente (emploi 8,3 % sous le niveau de février, contre 7 % pour le Canada dans son ensemble).

Ce retard s'explique en partie par le décalage du calendrier de déconfinement, avec un assouplissement des restrictions intervenu plus tard en Ontario, en comparaison avec le Québec notamment (emploi 5,6 % sous le niveau de février).

En juillet, alors que l'assouplissement continu des restrictions liées à la COVID-19 a permis la réouverture progressive des restaurants, l'emploi a augmenté de 101 000 (+12,3 %) dans les services d'hébergement et de restauration. Malgré les hausses observées, l'emploi dans le secteur n'a atteint en juillet que 74,9 % de son niveau observé en février.

La reprise de l'emploi dans le commerce de détail et la construction, deux secteurs très impactés par la crise, suit maintenant le même rythme que la moyenne de l'ensemble des secteurs.

Rétablissement par les Etats-Unis des tarifs sur l'aluminium canadien

Ce jeudi 6 août 2020, le président américain Donald Trump, à l'occasion d'une visite dans une usine Whirpool en Ohio, a annoncé le rétablissement des droits de douane de 10 % sur les importations d'aluminium en provenance du Canada, tarifs qui ont pris effet le 16 août. Le décret justifie cette mesure sur le fondement de la sécurité nationale.

Cette annonce fait resurgir le conflit commercial entre les Etats-Unis et le Canada qui avait pris fin en mai 2019. Pour mémoire, au cœur des négociations de l'ACEUM, les Etats-Unis avaient imposé au Canada des tarifs de 25 % et 10 % sur les importations d'acier et d'aluminium canadiens. Le Canada avait répliqué en juillet 2018 par des contre-mesures d'un montant équivalent aux importations de ces produits par les Etats-Unis. Ce conflit commercial a perduré près d'un an : c'est le 17 mai 2019 que les Etats-Unis et le Canada ont annoncé la levée des tarifs de part et d'autre.

Dans un communiqué publié le jour même de l'annonce américaine, la Vice-Première Ministre canadienne Chrystia Freeland juge injustifiée et inacceptable la décision américaine, fondée sur des raisons de sécurité nationale. Elle insiste sur le fait qu'une telle décision va à rebours de l'entrée en vigueur de l'ACEUM, dont elle rappelle les nouvelles règles d'origine pour l'acier et l'aluminium, dans un contexte où la priorité doit être donnée à la relance de l'économie pour sortir de la crise.

Le Canada répliquera aux tarifs américains en imposant des contre-mesures d'un montant équivalent. Les produits visés par ces contre-mesures ne seront toutefois déterminés qu'au terme d'une période de consultation de 30 jours, afin que les consommateurs et les entreprises puissent donner leur avis. La liste des produits considérés comprend des biens fabriqués à partir d'aluminium (pièces industrielles, réfrigérateurs, machines à laver, vélos…).

Les autorités québécoises appuient l'approche du gouvernement fédéral. Il en va de même de l'Association de l'aluminium du Canada.

Démission du Ministre des Finances Bill Morneau, remplacé par Chrystia Freeland qui reste par ailleurs Vice-Première Ministre

Le 17 août, le ministre des finances canadien Bill Morneau a annoncé sa double démission de son portefeuille ministériel et de son fauteuil de député libéral de Toronto-Centre. M. Morneau, insistant sur le fait que ce n'était pas le Premier ministre Trudeau qui lui avait demandé de partir, a mis en avant le fait que la relance économique canadienne dans le contexte de la COVID devrait être pilotée sur plusieurs années alors qu'il n'avait lui-même pas l'intention de briguer un nouveau mandat (comme il aurait dû le faire dans l'hypothèse d'élections anticipées au cours de l'année à venir). A la place, Bill Morneau a annoncé briguer le poste de Secrétaire Général de l'OCDE. Candidature que le Premier ministre Justin Trudeau a d'ores-et-déjà indiqué « *appuyer fortement* ».

Bill Morneau a été remplacé dès le 18 août par Chrystia Freeland, ancienne ministre des affaires étrangères et actuelle ministre des affaires intergouvernementales et vice-première ministre. Chrystia Freeland reste par ailleurs Vice-Première Ministre. Il s'agit de la première femme ministre des finances. L'une des premières tâche de la nouvelle Ministre sera de préparer un budget puisqu'aucun n'a encore été présenté pour 2020 (exercice qui, au Canada, s'effectue d'ordinaire en mars), Bill Morneau s'étant contenté en juillet de la publication d'une mise à jour présentant une estimation du déficit pour l'année fiscale d'environ 343,2 Md CAD (soit environ 219 Md€, 16 % du PIB).

Décision de l'OMC sur le bois d'œuvre

L'OMC conclut dans un rapport du 24 août que les droits américains (22,23%) sur le bois d'œuvre, conçus pour contrer les subventions canadiennes, violent les règles du commerce international. Les suites sont incertaines puisque les Etats-Unis ne reconnaissent plus les jugements de l'OMC ; s'il est saisi, l'organe de résolution des différends prévu par le NAFTA ne pourra pas ignorer les éléments d'analyse du rapport de l'OMC.

Les Premiers ministres français et québécois se donnent rendez-vous en 2021 pour la prochaine Rencontre alternée des premiers ministres (RAPM)

Le Premier ministre de la République française, M. Jean Castex et le Premier ministre du Québec, M. François Legault, se sont entretenus par téléphone le 20 août 2020. Lors de ce premier entretien, le Premier ministre du Québec a félicité le Premier ministre français pour sa récente entrée en fonction et l'a invité à Québec l'an prochain pour la 21e Rencontre alternée des premiers ministres (RAPM). Lors de leur échange, les deux Premiers ministres ont fait le point sur l'évolution de la crise sanitaire causée par la Covid-19 et les mesures de relance économique. Ils ont aussi insisté sur l'importance de maintenir cette relation directe, privilégiée et stratégique qui unit le Québec et la France depuis des décennies. →

Premiers effets de la crise COVID sur les échanges de biens entre la France et le Québec au premier semestre 2020

Selon les chiffres de l'Institut de la Statistique du Québec, les exportations de produits français vers le Québec s'établissent à 1,50 Md CAD (983 M €) pour le premier semestre de 2020, en très forte baisse par rapport aux 6 premiers mois de 2019 (-27,3 %). Cette baisse met fin à 4 années de forte croissance des ventes de produits français au Québec. Les importations de produits québécois en France baissent aussi de manière significative (-11,2 %). La balance commerciale demeure positive en faveur de la France mais se contracte fortement. Evidemment la crise sanitaire et les mesures de confinement prises des 2 côtés de l'Atlantique expliquent les mauvais résultats du commerce franco-québécois au cours du 1er semestre 2020. Le secteur aéronautique reste très important pour les 2 partenaires (29 % des échanges totaux) mais subit de plein fouet les conséquences économiques du confinement surtout du côté des exportations françaises. Le Québec est la principale province partenaire de la France au Canada (46,6 % des échanges France-Canada) devant l'Ontario (33,6 %). Parmi les pays de l'Union Européenne, la France est le 2ème fournisseur et le 2ème client du Québec (derrière l'Allemagne qui subit très modérément les effets de la crise). →

Le gouverneur de la Banque du Canada appelle à plus de transparence de la part des Banques Centrales

Le 27 août, à l'occasion de la réunion annuelle de Jackson Hole, Tiff Macklem, gouverneur de la Banque du Canada, a insisté sur le fait que les banques centrales devaient être des sources d'informations et d'analyses dignes de confiance pour la population dans un contexte de baisse de confiance envers les institutions publiques et de montée du populisme. Cette nouvelle déclaration fait suite à plusieurs messages récents de la Banque du Canada sur la nécessité de toucher un public plus large.

COVID-19 – MESURES SANITAIRES ET DE SOUTIEN À L'ÉCONOMIE CANADIENNE

Prolongation de la fermeture de la frontière canado-américaine jusqu'au 21 septembre 2020

Le Gouvernement canadien a confirmé que la frontière avec les États-Unis restera fermée jusqu'au 21 septembre prochain au moins. La frontière est fermée aux déplacements non-essentiels depuis le 21 mars dernier.

Prolongation des restrictions à la frontière canadienne jusqu'au 30 septembre au moins

S'agissant des pays autres que les Etats-Unis, le Canada a décidé le 28 août la prolongation jusqu'au 30 septembre au moins de la fermeture des frontières canadiennes à l'exception des citoyens et des résidents permanents canadiens. Ces derniers doivent toujours se soumettre à une quatorzaine obligatoire à leur entrée sur le territoire. A l'occasion de cette annonce, la directrice de la santé publique du Canada, Theresa Tam, a déclaré que les autorités réfléchissent actuellement à la possibilité de remplacer la période de confinement obligatoire de 14 jours imposée aux personnes qui arrivent de l'étranger par un test de dépistage de la COVID-19.

En Ontario, la circonscription de Windsor-Essex est la dernière à passer en phase 3 le mercredi 12 août.

La circonscription de Windsor-Essex était la dernière circonscription sanitaire de l'Ontario restée en phase 2 du plan de déconfinement, notamment en raison d'éclosions de foyers de Covid-19 dans des exploitations agricoles de la région. L'ensemble de la Province de l'Ontario est donc désormais en phase 3 du déconfinement.

Mise à jour économique et budgétaire de l'Ontario

La mise à jour économique et budgétaire publiée le 12 août présente les dernières projections macroéconomiques pour la Province de l'Ontario. Sur la base des prévisions du secteur privé, le gouvernement ontarien table sur un recul du PIB réel de 6,7 % en 2020 (les prévisions du secteur privé s'échelonnant entre -5,4 % et -7,6 %). L'économie rebondirait en 2021 avec une croissance anticipée de 5,5 %.

Dans son budget de mars, le gouvernement ontarien avait annoncé un plan de soutien à l'économie de 17 Md CAD (11 Md€, 2 % du PIB provincial). Les mesures additionnelles décidées par le gouvernement depuis le mois de mars porte l'enveloppe globale de ce plan à 30 Md CAD (soit 20 Md€, 3,5 % du PIB). Le plan de soutien ontarien de décompose ainsi : 7,7 Md CAD de soutien au secteur de la santé ; 11 Md CAD de soutien direct aux ménages et aux entreprises ; 11,3 Md CAD de flexibilités offertes aux ménages et aux entreprises pour le paiement des impôts provinciaux.

Au sein de ce plan, le gouvernement provincial prévoit d'allouer 4 Md CAD (environ 2,5 Md€) aux municipalités et aux agences de transport qui voient leur budget déséquilibré par la crise, la ville de Toronto figurant à cet égard parmi les grandes villes canadiennes les plus impactées.

Le gouvernement anticipe un déficit de 38,5 Md CAD (25 Md CAD, 4,6 % du PIB), soit 18 Md CAD de plus que prévu dans le budget du mois de mars. Le ratio dette / PIB atteindrait 47,1 %, 5,4 points au-dessus de la prévision de mars. Face à ces perspectives très dégradées, le Ministre des Finances ontarien Rod Phillips a précisé qu'il n'était pas envisagé de procéder à des hausses d'impôts.

Mise à jour économique et budgétaire de la Province de l'Alberta

Le 27 août, la Province de l'Alberta a publié sa mise à jour économique et budgétaire, avec des perspectives extrêmement dégradées pour cette province qui subit la double peine de la crise de la Covid-19 et de la chute des prix du pétrole. Le gouvernement de l'Alberta table sur une récession de 8,8 % en 2020 et anticipe un déficit pour le prochain exercice de 24 Md CAD (16 Md€, soit 8 % du PIB provincial), soit une révision à la hausse de 17 Md CAD par rapport aux prévisions budgétaires du mois de février. Cette révision s'explique pour 5 Md CAD par la hausse des dépenses liées à la crise sanitaire et économique et pour 12 Md CAD par la chutes de recettes, à la fois des recettes fiscales (impôts sur le revenu et impôts sur les sociétés) et des *royalties* liées à l'exploitation pétrolière et gazière

dans la Province. Le gouvernement exclut toute augmentation d'impôts pour assainir les finances publiques et entend au contraire miser sur l'attractivité de la Province pour relancer l'économie en créant des emplois.

Prolongation pour 4 semaines de la prestation canadienne d'urgence (jusque fin septembre) et mise en place d'un schéma de transition pour la suite.

La prestation canadienne d'urgence (PCU) constitue l'une des mesures phare du plan de soutien fédéral en réponse à la crise. Il s'agit d'une prestation de 2000 CAD (1300 €) par mois pour les travailleurs ayant perdu leur activité.

Le 20 août, la vice-première ministre et nouvelle ministre des Finances, Chrystia Freeland, et la ministre de l'Emploi, du Développement de la main-d'œuvre et de l'Inclusion des personnes handicapées, Carla Qualtrough, ont annoncé la prolongation de cette prestation pour 4 semaines supplémentaires (28 semaines au total donc jusque fin septembre pour les personnes qui en bénéficient depuis mi-mars et dont les versements devaient en principe s'arrêter fin août). Le coût de cette prolongation s'élève à 8 Md CAD (environ 5 Md€)

Par la même occasion, le gouvernement a présenté le schéma de transition à l'issue de la PCU. A compter du 27 septembre, les conditions d'éligibilité à l'assurance emploi (AE) seront assouplies (baisse du seuil de nombres d'heures travaillées nécessaires pour être éligible à l'AE). Le coût afférent est de 7 Md CAD (4,5 Md€).

Trois nouvelles prestations de « *relance économique* » sont par ailleurs mises en place, avec une enveloppe dédiée de 22 Md CAD (14 Md€) :

- La Prestation canadienne de la relance économique fournira 400 CAD (environ 250€) par semaine pendant un maximum de 26 semaines aux travailleurs autonomes ou à ceux qui ne sont pas admissibles à l'assurance-emploi et qui ont encore besoin d'un soutien au revenu et qui sont à la recherche d'un emploi.
- La Prestation canadienne de maladie pour la relance économique fournira 500 CAD (environ 330 €) par semaine pendant un maximum de deux semaines aux travailleurs qui sont malades ou qui doivent s'isoler pour des raisons liées à la COVID-19.
- Prestation canadienne de relance économique pour proches aidants : 500 CAD (environ 330 €) par semaine pour un maximum de six mois seront offerts aux ménages qui ne peuvent travailler parce qu'ils s'occupent d'un enfant de moins 12 ans, d'un membre de la famille ou d'une personne à charge en raison d'une fermeture d'école, de garderie ou d'établissement de soins due au coronavirus.

L'ensemble de ces mesures représente donc un coût de 37 Md CAD, soit 24 Md€ ou 1,7 % du PIB.

Prolongation de plusieurs dispositifs d'aide au financement des entreprises.

Le 31 août, le gouvernement fédéral a annoncé la prolongation de plusieurs dispositifs destinés à faciliter le financement des entreprises :

- Le compte d'urgence pour les entreprises canadiennes (CUEC - prêts sans intérêts et garantis par l'Etat jusqu'à 40 000 CAD pour les petites entreprises) est prolongé jusqu'au 31 octobre 2020 ;
- Le Programme de crédit aux entreprises (PCE) est quant à lui prolongé jusqu'en juin 2021. Le PCE comprend à la fois le programme de prêts à destination des PME et des moyennes entreprises administré par BDC et le programme de garanties de prêts à l'exportation administré par EDC.

POLITIQUES SECTORIELLES

Agriculture : accords du gouvernement fédéral avec plusieurs organismes et Banques alimentaires

Le gouvernement fédéral a signé une série d'accords jeudi d'une valeur de près de 50 M CAD (environ 30 M€) avec plusieurs organismes et banques alimentaires notamment Banques alimentaires Canada, qui pourraient bénéficier des surplus des producteurs agricoles sous gestion de l'offre et qui se retrouvent dans une situation de surproduction à cause de la pandémie. Ainsi, par l'entremise de ce programme de récupération d'aliments excédentaires, le Groupe Nutri fournira plus d'un million de douzaines d'œufs, au prix coûtant, à Banques alimentaires Canada et à Second Harvest. La Tablée des chefs récupérera de son côté plus de 350 000 kilos de produits excédentaires qui seront transformés en repas par les Cuisines solidaires au Québec et dans des grandes villes canadiennes. Par ailleurs, le gouvernement fédéral a annoncé ce mercredi un fond d'aide aux PME du secteur agroalimentaire de 18 M CAD (environ 12 M€) destiné à des projets visant le renforcement de la chaîne d'approvisionnement alimentaire du Canada.

Santé : le gouvernement canadien se positionne sur les vaccins

Le gouvernement du Canada a signé au cours du mois d'août des ententes avec les entreprises suivantes pour l'obtention de vaccins :

- Johnson & Johnson, qui fournira jusqu'à 38 millions de doses de son candidat-vaccin Ad26.COV2.S ;
- Novavax, qui fournira jusqu'à 76 millions de doses de son candidat-vaccin NVX-CoV2373 ;
- Pfizer, qui fournira un minimum de 20 millions de doses de son candidat-vaccin à base d'ARNm, le BNT162. Le gouvernement négocie avec l'entreprise pour ajouter des options dans l'entente pour l'obtention de plus de doses ;
- Moderna, qui fournira jusqu'à 56 millions de doses de son candidat-vaccin mRNA-1273.

La Ministre de l'approvisionnement et des Services publics Anita Anand a indiqué par ailleurs que le gouvernement entend stocker suffisamment d'équipements pour pouvoir administrer au moins deux doses de vaccin à chaque canadien lorsqu'un vaccin sera disponible. Le gouvernement fédéral a commandé plus de 75 millions de seringues ainsi que des tampons, de l'alcool et des bandages.

Finances : avertissement de la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) sur les crédits hypothécaires risqués.

Dans une lettre adressée an août aux autorités fédérales ainsi qu'aux représentants du secteur bancaire, la SCHL (société de la couronne d'assurance crédit hypothécaire) invite les prêteurs à se montrer plus stricts pour l'octroi de prêt immobiliers risqués, notamment pour les primo-acquéreurs, en raison d'un possible retournement du marché immobilier et d'une hausse des défauts de paiement. Pour mémoire, la SCHL avait durci en juin les conditions d'octroi de ses assurances de crédit immobilier en raison de la situation économique, ce qui a conduit les emprunteurs à se tourner vers des acteurs privés qui pour leur part n'ont pas modifié leurs standards.

Signature d'un accord de partenariat entre Pyrénées Méditerranée Invest et IVEO Canada

Pyrénées Méditerranée Invest vient de signer un partenariat stratégique avec IVÉO, un organisme sans but lucratif Québécois financé par le gouvernement du Québec et ses villes partenaires. IVEO accompagne un réseau de plus de 30 villes petites et moyennes dans l'expérimentation de nouvelles technologies dans le domaine des transports intelligents et durables dans un contexte de villes petites et moyennes. Cet accord international a pour but de favoriser l'échange d'expériences entre les villes partenaires mais aussi de créer des passerelles économiques entre les villes et les entreprises innovantes. →

ENTREPRISES

AÉRONAUTIQUE

La compagnie aérienne Porter prolonge la suspension de ses vols jusqu'au 7 octobre

La compagnie aérienne Porter Airlines a prolongé mardi, pour une troisième fois depuis le début de la pandémie, la suspension de tous ses vols, lesquels ne reprendront pas avant le 7 octobre. Cettedécision découle des restrictions sur les voyages : fermeture de la frontière avec les Etats-Unis, obligation de quarantaine pour ceux qui rentrent au Canada.

CONSTRUCTION – TRANSPORTS

Le gouvernement de l'Alberta donne son feu vert au projet Hyperloop Calgary-Edmonton porté par Transpod.

Selon la proposition actuelle de TransPod à la province, le projet se déploierait par étapes à partir de cette année avec une étude de faisabilité de 20 mois, débutant sur la piste d'essai dès 2022 et commençant la construction sur la ligne complète en 2025. Le démarrage et la province examinera les options pour l'itinéraire, la demande et le coût du système, qui, selon Transpod, pourraient atteindre 10 Md CAD (6 Md€).

ENERGIE – SECTEUR MINIER

La Province du Québec réinvestit dans l'entreprise Nemaska Lithium

L'entreprise Nemaska Lithium, située à Shawinigan au Québec, a annoncé le 24 août avoir accepté une offre conjointe de rachats par Investissement Québec et Pallinghurst Group, société londonienne spécialisée dans le secteur minier. Sous réserve de l'approbation de la Cour supérieure du Québec, les deux entités deviennent actionnaires à parts égales de cette nouvelle entreprise, qui sera rebaptisée *Quebec Lithium Partners*. Investissement Québec et son partenaire britannique investiront 190 M CAD (95 M CAD chacun) dans l'entreprise. Et à plus long terme, les deux prévoient d'investir 600 M CAD (300 M CAD chacun) pour la relance de l'entreprise.

INDUSTRIE

Fromageries Bel Canada : première usine canadienne en production

Bel Canada a annoncé le 6 août dernier le début de la production dans la nouvelle usine Babybel située à Sorel-Tracy au Québec. L'usine produira les produits de la marque Babybel® pour répondre à la demande du marché canadien. Cette nouvelle usine permet maintenant la production locale de fromages qui étaient jusqu'à présent importés des États-Unis et de France. La filiale Bel Canada a été créée en 2005 pour dynamiser le développement des activités du groupe au Canada. Deux de ses principales marques, Boursin® et La Vache qui rit®, sont produites en sous-traitance au Canada avec des partenaires locaux actifs dans la transformation laitière. L'usine de Mini Babybel® de Sorel-Tracy est le premier établissement que Bel exploitera directement au Canada. Bel Canada a reçu le soutien financier du gouvernement du Québec (Investissement Québec) et du gouvernement du Canada pour la réalisation de ce projet.

FINANCES

Résultats des banques canadiennes au cours du dernier trimestre clos le 31 juillet

Les résultats trimestriels des banques dévoilés à la fin du mois d'août mettent en évidence des évolutions très contrastées suivant les différentes banques au cours du dernier trimestre clos le 31 juillet 2020.

Par rapport au même trimestre de l'année 2019, Scotia enregistre ainsi une baisse de son bénéfice net de 34 %. La baisse est de 21 % pour BMO, de 31 % pour TD Bank et de 16 % pour CIBC. Pour RBC et la Banque Nationale, les résultats sont beaucoup moins dégradés (baisse du bénéfice net de 2 % pour RBC, et de 1 % pour BNC).

Dans un contexte où les mesures d'urgence vont progressivement être supprimées (fin de la prestation d'urgence annoncée fin septembre notamment) et où les reports de paiement des échéances de prêts accordées par les banques vont expirer, les banques ont inscrit d'importantes provisions pour risques à leur bilan et se montrent extrêmement prudentes quant aux perspectives à court terme eu égard au niveau d'incertitude sur la reprise économique.

EVENEMENTS

- ✓ **1er septembre 2020 : Grand rendez-vous virtuel de la rentrée de la Chambre de commerce et d'industrie française au Canada**

Ce rendez-vous de la rentrée est consacré à un point sur les perspectives économiques en partenariat avec la Banque Nationale. Stéphane Marion, économiste en chef de la Banque Nationale, interviendra au cours de ce wébinaire. →

- ✓ **3 septembre 2020 : Symposium sur les finances publiques au Québec**

Symposium virtuel organisé par la Chaire en fiscalité et en finances publiques de l'université de Sherbrooke.

François Legault ainsi que Eric Girard, Ministre des finances du Québec interviendront au cours de cet événement. →

- ✓ **10 septembre 2020 : Webinaire "Accélération des tendances immobilières : s'adapter, innover, s'engager" de la CCMM avec Mme Nathalie Palladitcheff**

La Chambre de Commerce du Montréal métropolitain (CCMM) organise le 10 septembre 2020 un échange virtuel avec la présidente et cheffe de la direction d'Ivanhoé Cambridge, Mme Nathalie Palladitcheff. →

- ✓ **14 septembre 2020 : Conférence CORIM : Comment se mobiliser pour la conquête des marchés et des investissements étrangers en temps de pandémie ?**

Conférence avec Pierre Fitzgibbon, Ministre de l'Économie et de l'Innovation du Québec et Nadine Girault, Ministre des Relations internationales et de la Francophonie et Ministre de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration du Québec →

- ✓ **17 septembre 2020 : Wébinaire « *Business Recovery After Covid* » organisé par Mississauga Economic Development office.** →
- ✓ **24 septembre 2020 : Webinaire « *Futur of mobility* » organisé par la Chambre de commerce France-Canada de l'Ontario**

Ce wébinaire de la FCCCO consacré à l'avenir de la mobilité réunira des panélistes de Thales, Transpod, Schneider Electric et Porsche. →

- ✓ **7 octobre : Wébinaire du Conference Board « *Restructuring Global Trade Amidst the COVID-19 Pandemic: A Matrix of Challenges and Opportunities* »** →
- ✓ **7, 14, 21, 28 octobre : webinaire Medef dans les grandes villes canadiennes (Vancouver, Toronto, Montréal, Halifax)** →
- ✓ **15 octobre : *Growth Summit*, Toronto**

Cet événement réunit des décideurs du secteur public et privé ainsi que des académiques pour échanger sur les grands enjeux de l'économie canadiennes. →

Copyright : Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse des Services Économiques au Canada (adresser les demandes à canada@dgtresor.gouv.fr)

Clause de non-responsabilité : Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Auteur : Services Économiques au Canada, Ambassade de France au Canada
42 Sussex Drive, Ottawa, Ontario K1M 2C9, Canada – Bureau 1000-1501 Mc Gill College, Montréal, H3A 3M8, Canada
Rédigé par : Thibault Decruyenaere et Erika Montagnac
Validé par : Xavier Bonnet et Samuel Lefebvre
Version du 28 août 2020
Sources : Gouvernement du Canada, Statistique Canada, Banque du Canada